

Déclaration du COMITE EXECUTIF NATIONAL DE L'UNSENRIC FO du 4 octobre 2017 à Paris

Réuni à Paris le 4 octobre 2017, le Comité Exécutif National de l'UNSENRIC FO réitère sa condamnation des politiques d'austérité et de flexibilité poursuivies depuis des années qui mettent à mal la recherche, l'industrie nucléaire et la sous-traitance.

Après la loi « Travail / El Khomri » sous Hollande adoptée au 49-3, cette politique se poursuit sous Macron par ses Ordonnances « Travail », ce qui conduit à toujours plus de flexibilité en faveur des entreprises et toujours moins de sécurité pour les salariés. Il s'agit également de mettre en péril le syndicalisme confédéré en brisant la solidarité collective déjà mise à mal par la loi du 20 août 2008 sur la représentativité et la loi Rebsamen d'août 2015.

C'est pourquoi le CEN se félicite de l'UNANIMITÉ du Comité Confédéral National FO du 29 septembre 2017 sur le mot d'ordre : **« contre les ordonnances, FO est déterminée à défendre le droit des salariés » par une « mobilisation interprofessionnelle » avant le début du processus de ratification des ordonnances et dans l'unité d'action syndicale.**

En conséquence, l'UNSENRIC FO appelle ses syndicats à alerter les salariés, à préparer la grève et sa reconduction, et à tout mettre en œuvre pour obtenir le **retrait des ordonnances Macron-Pénicaud.**

Le CEN de l'UNSENRIC FO apporte son soutien aux organisations FO de fonctionnaires qui seront en grève pour leurs revendications le 10 octobre prochain.

La politique d'austérité se traduit également par des coupes dans le budget CEA civil ; les donneurs d'ordre imposent de fortes baisses sur les contrats et organisent une concurrence effrénée entre sous-traitants. Le CEN revendique la reprise par les donneurs d'ordre des activités sous-traitées et des salariés. L'UNSENRIC FO, favorable à la fusion de STMI et ses filiales de la branche AREVA D&S, exige que celle-ci se fasse dans l'intérêt des salariés et améliore les conditions de travail

Le CEN rappelle que cette politique dans les installations nucléaires ne peut que se traduire par des catastrophes. Il réaffirme que la filière nucléaire et la recherche doit rester sous l'égide de l'Etat, avec un fonctionnement en toute sécurité, et est indispensable à l'indépendance énergétique du pays.

La mise en œuvre de la loi de Transition Énergétique annoncée par le ministre Hulot pourrait se traduire par l'arrêt de 17 réacteurs 900 MW moxés, et donc la remise en cause du retraitement et de la fabrication de Mox. Ce serait contraire à l'intérêt environnemental et à la diminution des déchets.

Le CEN rappelle la nécessité d'un mix énergétique favorable à la sauvegarde du climat.

Face à un chômage jamais vu et à une croissance en berne, le CEN de l'UNSENRIC FO demande la création d'emplois en CDI en masse dans la recherche et l'industrie nucléaire afin d'assurer leur développement dans la sécurité des travailleurs et des populations, et de relancer l'économie. De même il revendique l'augmentation des salaires.

Par ses actions FO a permis d'éviter le pire lors du démantèlement du groupe AREVA, en refusant les licenciements contraints et en maintenant l'essentiel des garanties collectives. Cependant FO alerte sur la désorganisation dans les établissements AREVA NAH qui pose des problèmes de sécurité voire de sûreté dénoncés en CHS-CT. Les embauches pour redresser la situation sont urgentes. De même le CEN dénonce la disparition du Comité de Groupe CEA qui permettait d'échanger sur les problèmes communs.

Le CEN appelle toutes les structures syndicales et tous les militants FO à mettre en œuvre à tous les niveaux des actions de développement syndical.